

## 2 Politique

## Installation des nouveaux gouverneurs

## Jacques Denis Tsanga prend ses fonctions à Franceville

Christian G. KOUIGA  
Franceville/Gabon

**Nommé gouverneur de la province du Haut-Ogooué lors du Conseil des ministres du 11 février dernier, le gouverneur sortant de la province de l'Estuaire a été installé, hier, par le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya.**

**TOUT** début a toujours une fin. Après neuf ans passés à la tête du commandement de la province du Haut-Ogooué, Bertrand Moundounga a quitté officiellement ses fonctions de gouverneur hier, au terme d'une cérémonie d'installation de son successeur : Jacques Denis Tsanga, le gouverneur sortant de la province de l'Estuaire. Tous les intervenants ont tressé des Lauriers au gouverneur sortant. D'abord le maire de la commune de Masuku, Roger Ayouma : «*les populations de Franceville par ma voix vous remercient pour la tâche accomplie dans l'exercice de vos hautes fonctions. Vous pouvez partir la tête haute, car le travail abattu par vous l'a été dans la rigueur, l'abnégation et le dévouement sans faille*».

Des mots aimables qui ont visiblement comblé d'émotion Bertrand Moundounga. Lequel, tout en remerciant les populations altoogouéennes pour l'expression de leur considération et de leur amour à son endroit, a prodigué un certain nombre de conseils sages à son successeur : «*L'homme n'a point de port, le temps n'a point de rive car tout est mouvant (...) Au cours de votre navigation, vous ferez parfois face aux orages, aux marées hautes et aux vents impétueux, mais l'essentiel sera d'ame-*



Le nouveau gouverneur du Haut-Ogooué officiellement installé dans ses nouvelles fonctions sous le regard...



... des auxiliaires de commandement de la province.



Photo de famille entre membres du gouvernement et autorités locales du Haut-Ogooué.

*ner toujours le bateau administratif du Haut-Ogooué à bon port. C'est avec le cœur que je vous dis bon vent cher cadet, bon vent M. le gouverneur*».

Jacques Denis Tsanga n'a pas été, à son tour, avare de compliments envers son prédécesseur. Un aîné dont il a apprécié la qualité du travail accompli à la tête du gouvernement du Haut-Ogooué dont il a dorénavant le commandement territorial. Il a promis de

donner le meilleur de lui-même pour ne pas faillir à la confiance placée en lui. Connaissable des arcanes du commandement, Jacques Denis est aujourd'hui parmi les gouverneurs les plus expérimentés. Dans son mot de circonstance, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation, de la Sécurité et de l'Hygiène publiques, Pacôme Moubelet Boubeya a demandé au promu de faire sien ce dé-

tail pour se mettre à la hauteur de la tâche qui l'attend. Davantage, comme il l'a relevé, à la veille de deux élections capitales, pour lesquelles le patron de l'Avenue de Cointet lui a demandé d'être impartial. «*Votre mission, a dit le patron de l'Intérieur, ainsi que vous savez, est d'appliquer les lois en vigueur, de maintenir l'ordre public, d'assurer la direction générale de tous les services administratifs de la province, à l'except-*

*tion de ceux relevant du ministre de la Justice, en raison de la séparation des pouvoirs. Vous êtes, dès lors, investi de la mission de conseiller le gouvernement pour les questions d'ordres politique, économique, social et culturel (...). La fonction du gouverneur n'est pas une fonction de tout repos, c'est un sacerdoce. Je ne doute pas un seul instant que votre expérience et votre parcours déjà accompli vous aideront, une fois de*

*plus à mener avec aisance la nouvelle mission qui vient de vous être confiée ici. Vous êtes le gouverneur de toute la population du Haut-Ogooué. Votre estime dépendra de vous-même, de votre manière de faire et d'être. Bon vent M. le gouverneur. Je vous renvoie à l'exercice de vos nouvelles fonctions*».

Au gouverneur sortant, selon lui, «*Bertrand Moundounga restera une source inépuisable. Car en plus de votre expérience, vous êtes de la trempe des compatriotes qui restent toujours utiles*».

Ancien proviseur du lycée Léon Mba, Jacques Denis Tsanga, le nouveau gouverneur du Haut-Ogooué, a été dans le passé, tour à tour secrétaire général adjoint au ministère de l'Éducation nationale, et directeur de cabinet du ministre du Tourisme.

Le ministre de l'Intérieur accompagné d'une importante délégation quitte Franceville ce matin pour Makokou où il va procéder à l'installation du nouveau gouverneur de la province de l'Ogooué-Ivindo, Jules Djeki.

## Miroir du Gouvernement

## Et maintenant que les vacances sont payées...

EN fin de semaine dernière, les enseignants en attente de leurs primes de vacances ont enfin été payés. Comme si l'on ne tirait rien des expériences passées, voici un problème que les pouvoirs publics auraient pu résoudre aisément. Donnant l'impression que les gens font leur travail uniquement sous pression. Parce que sans la grève déclenchée par les différents syndicats d'enseignants, rien, une fois de plus, n'aurait été fait. Et comme ils disent, «*ils nous ont tendu le bâton pour se faire battre*». Les enseignants ont presque raison sur toute la ligne. Sommes-nous tentés de dire. Il aura donc fallu qu'ils durcissent leur mouvement, comme d'habitude, au péril de l'avenir des élèves, pour qu'une solution soit enfin trouvée. Maintenant qu'ils sont payés,

nous osons croire que des dispositions ont été prises pour ne plus retomber dans les mêmes travers. Car, nous le savons tous, les habitudes ont la peau dure par ici. Les mécanismes devraient avoir été mis en place pour que, l'année prochaine, les enseignants, qui n'attendent que cela, ne soient encore dans la rue afin de revendiquer ce qui devrait leur revenir de droit. Florentin Moussavou, le titulaire de l'Éducation nationale, pour bien connaître ce secteur bouillant, et ses collaborateurs ont certainement pris la mesure de la situation. Car, si ce n'est fait, leur incapacité à anticiper les solutions serait quelque chose de flagrant. Au point que l'on se posera la question de leur présence dans un ministère aussi important. C'est vrai, les mouvements de

grève des enseignants n'ont plus l'assentiment général depuis que tous ont vu leurs salaires augmenter, comme tous les autres agents du secteur public. Toutefois, ce n'est pas une raison de les avoir à dos pour tout ou rien. Là, il s'agira d'être franc et ferme avec eux sur d'autres éléments du cahier de revendications. Tout ceci pour éviter de leur donner des prétextes de replonger dans leur exercice préféré. C'est-à-dire, la grève sans fin. Parce que l'on a l'impression que certains en ont eu tellement l'habitude qu'ils ne peuvent plus se passer d'une année scolaire segmentée. Impossible, il suffit de compter sur les doigts de la main pour comprendre que la dernière session scolaire normale remonte au début des années 1990. Sinon plus. Beaucoup n'ont connu que

cette situation. L'autre chantier est alors de les amener progressivement vers une éthique professionnelle qui a foutu le camp depuis Mathusalem. C'est dire que la tâche ne sera pas aisée, mais ce ne sera pas faute d'avoir essayé. Surtout lorsque l'on sait que c'est un groupuscule qui est généralement à l'instigation de ces grèves paralysant tout un système éducatif. Le corollaire étant la baisse vertigineuse et dangereuse du niveau scolaire au Gabon. L'école publique n'est plus ce qu'elle était. Ce, malgré l'amélioration conséquente des conditions de vie et de travail du plus grand nombre.

A part quelques établissements, bien connus, qui ont maintenu le niveau des enseignements, le gros lot pris en otage par ces «ra-

dicaux» croupit dans les abysses d'une éducation noyée dans ses propres turpitudes. Cela se reflète, par les résultats aux différents cycles d'examen. Du CEP au Baccalauréat, en passant par les autres diplômes, le constat d'échec est le même. D'où, froidement, certains observateurs avertis estiment que les problèmes dans ledit secteur sont en partie dus à l'entêtement de certains de ces acteurs-clés. Lesquels ne veulent rien entendre en termes de responsabilité et du sens du devoir professionnel. Ils préfèrent faire dans un réflexe qui est de plus en plus courant au Gabon lorsqu'il est question de revendiquer. Celui de tout mettre sous le dos des pouvoirs publics alors que chacun a sa part de responsabilité dans la descente aux enfers de notre système éducatif.